Castets d’accord pour remplacer Mélenchon, pour un salaire de 108.000 euros par an…

écrit par Maxime | 5 septembre 2024

Tout a un prix. Même pour les Insoumis, Castets n’est pas

gratuite

Difficile de vivre avec moins de 9.000 euros par mois, estime celle qui commence à y songer sérieusement en se rasant (les jambes) le matin…

Il est vrai que la vie parisienne est chère. Enfin, Castets n'envisage pas d'être une sainte parmi les saints Insoumis…

Je crois qu'ils auraient aimé 9000 euros par mois, nos aïeux qui furent du vrai front populaire !

Le « nouveau front bourgeois » conviendrait mieux à pareils appointements…

La bohème, la bohème… aurait chanté Charles Aznavour…

Quand il faut vivre de petits expédients et se contenter d'un misérable salaire inférieur à 10.000 euros…

Pour un peu, notre égérie anti-capitaliste passait la barre des salaires mensuels à 5 chiffres, mais elle est modeste et accorde un rabais de 10% aux adhérents de la crème de la crème de l'anti-France. Ainsi qu'aux citoyens dans leur ensemble puisque les élections rapportent aussi de l'argent au parti…

1 euro 61 par voix… Un chiffre de nature à expliquer l'abstention des plus dégoûtés, à défaut de la justifier.

https://www.leparisien.fr/politique/legislatives-2024-combien-dargent-rapporte-chaque-voix-a-un-parti-28-06-2024-ZF5LZ6K44NBB7PCSUXLWETURTQ.php

En revanche, elle franchit la barre des 6 chiffres annuels, ce qui fait d'elle, horresco referens… une riche !!!

On peut sans doute vivre à Paris avec deux fois moins, dans un quartier pas terrible avec un appartement pas terrible… mais toute soviétique qu'elle soit, dame Lucie ne le conçoit

pas.

La nouvelle muse premier-ministrable ne fait donc pas dans le bénévolat, de même que sir Mélenchon qui aurait un patrimoine modeste de 2,5 millions d'euros.

https://resistancerepublicaine.com/2017/01/28/melenchon-riche-proprietaire-de-biens-evalues-a-2500000-euros-gagne-36000-euros/

Pour l'instant, Lucie est démagogue junior, il lui faudra monter en grade pour pouvoir réclamer des revenus plus confortables…

Capitaliser sur son expérience, pour devenir plus « bankable ». Et comme le parti ne peut apparemment pas prendre en charge, en sus, les 51 000 euros mensuels dus pour ses trois collaborateurs, des bénévoles devraient les remplacer.

Peut-être ses exigences ont-elles pour but, comme elle l'a déclaré, de « protéger sa femme et son enfant » en les mettant à l'abri du besoin financier. Mieux vaut vivre dans un résidence sécurisée quand on s'appelle Mme et Mme Castets…

Ce qui rejoint finalement la préoccupation de bien des Français aspirant à la sécurité tant physique que financière et qui verront leur épargne mise à mal si elle vient à accéder au pouvoir…

> ***Le salaire mirobolant réclamé par Lucie Castets au Nouveau Front populaire***
>
> *Lucie Castets, écartée du poste de Premier ministre, n'a pas renoncé à ses ambitions. Réclamant au NFP un salaire élevé, bien qu'inférieur à celui du Premier ministre, elle tente de*

s'imposer sur la scène politique avec des moyens à la hauteur de ses aspirations.

Elle n'a peut-être pas décroché Matignon, mais Lucie Castets s'est assurée de réclamer un salaire presque digne du poste. Parce qu'après tout, viser haut reste une priorité. Propulsée sur le devant de la scène politique par le Nouveau Front populaire (NFP), l'énarque traverse une période d'incertitude sur son avenir après avoir été écartée du poste de Premier ministre par Emmanuel Macron. Alors qu'elle avait été choisie par les quatre partis du NFP (La France insoumise, Parti socialiste, écologistes et Parti communiste) pour ce rôle après les législatives, l'avenir de Castets reste flou. Cependant, avant même cette désillusion, son équipe avait formulé des demandes financières ambitieuses pour soutenir sa nouvelle carrière, d'après les informations de Marianne.

À lire aussiCandidature pour Matignon : Lucie Castets va «mettre fin à ses fonctions» à la mairie de Paris
En effet, dès la fin juillet, l'équipe de Castets, dirigée par son bras droit Arnaud Bontemps, avait réclamé une enveloppe mensuelle de 51 000 euros auprès des partis du NFP. Ce budget devait couvrir les salaires de trois collaborateurs clé, la location de bureaux dans le centre de Paris, ainsi que les frais de déplacement pour les activités politiques de Castets. Fait notable, d'après l'hebdomadaire, cette demande n'incluait pas la rémunération de Castets elle-même, qui aurait nécessité une rallonge de 9 000 euros supplémentaires à partir de septembre.

Malgré une approbation initiale des trésoriers des partis, la demande semble aujourd'hui avoir été abandonnée. L'entourage de Castets affirme que ces exigences ne sont plus d'actualité et que l'équipe a opté pour une gestion autonome,

fonctionnant avec l'aide de bénévoles. Néanmoins, cette situation met en lumière les défis auxquels Castets est confrontée pour rester une figure influente au sein de la gauche, alors que son avenir en politique nationale reste incertain.

Loin de se laisser abattre, Lucie Castets continue de s'investir dans le maintien de l'unité de la gauche, proposant de repartir à la rencontre des citoyens à travers le pays. Son avenir pourrait passer par le monde associatif, un terrain familier pour les personnalités politiques en quête de repositionnement, ou par une participation plus active à l'élaboration du programme du NFP. Quoi qu'il en soit, elle semble déterminée à ne pas disparaître du paysage politique, malgré les obstacles.

https://www.lejdd.fr/politique/le-salaire-mirobolant-reclame-par-lucie-castets-au-nouveau-front-populaire-149086